

➤ Les missions des déontologues

Au service de l'intérêt général

En quelques années, les obligations professionnelles du secteur financier ont été modifiées du tout au tout. C'est au déontologue que revient la tâche d'intérêt général de s'assurer du bon respect de celles-ci.

MARC FASSONE

L'activité de déontologue s'est forgée comme un outil au service des obligations professionnelles du secteur financier.

À l'origine était la lutte contre le blanchiment pourrait-on dire. «Il y a quinze ans, la législation était balbutiante. Les premiers textes internationaux comme luxembourgeois d'ailleurs datent de 1989. Tout était à faire» se souvient Jean-Marie Legendre, le président de l'Association luxembourgeoise des Compliance Officers (ALCO).

Le blanchiment a été le sujet numéro un en terme de compliance ces dernières années. Il est vrai que l'avenir de la Place dépendait de la qualité de la lutte anti-blanchiment.

Aujourd'hui, toute la matière est concentrée dans la circulaire 05/211 de la Commission de surveillance du Secteur Financier (CSSF).

«Les mécanismes ont été élaborés par la CSSF en collaboration avec le secteur financier. Une approche typique au Grand-Duché alliant rigueur et soucis de fournir aux professionnels des règles facilement applicables» pour Charles Hamer, administrateur-délégué de Crédit agricole Indosuez Luxembourg.

L'activité des déontologues ne se limite pas à la lutte antiblanchiment et recouvre d'autres problématiques qui tournent autour de la protection de l'investisseur et des intérêts légitimes du client ainsi que du respect de l'intégrité des marchés.

«Une loi de 1993 énumérait un certain nombre de principes sans les détailler et aucun moyen réel n'était disponible pour satisfaire à ces nouvelles obligations» se souvient encore Jean-Marie Legendre. Progressivement, les instruments et les procédures se sont mis en place autour de la circulaire 2000/15 de la CSSF.



Photo: Fabrizio Pizzolante

Pour Charles Hamer (à gauche) et Jean-Marie Legendre, les déontologues sont avant tout au service de l'intérêt général

On peut se poser la question de savoir si la multiplication actuelle des obligations à destination du secteur financier ne va pas trop loin. Charles Hamer ne le pense pas: «C'est le prix à payer pour une Place propre. Cela fait parti des choses nécessaires. Les grands groupes bancaires ne veulent pas du risque d'image. Et si les coûts d'exploitation ont augmenté, le coût du risque a lui baissé». Tout en reconnaissant que les clients reçoivent de plus en plus de «papiers dont ils ne savent que faire».

ACCEPTATION

S'il apparaît aujourd'hui normal que les services de compliance soient consultés lorsque, par exemple, un nouveau produit est créé, afin «d'éviter le risque que le soucis - légitime - de faire de l'argent conduise à vendre des produits non adaptés à un client particulier», le déontologue a dû

s'imposer au sein des organigrammes. «Un déontologue doit, pour réussir, éviter certains écueils. Être une présence solitaire, omnipotente et qui dit toujours non ou être sous l'influence du département commercial.

Pour éviter cela, il y a plusieurs recettes. Le déontologue doit être rattaché à l'administrateur délégué qui doit lui donner l'autonomie et l'autorité nécessaire à l'accomplissement de sa tâche. Il convient ensuite de choisir un senior dans l'organisation qui ait été lui-même dans les affaires. Un déontologue ne doit pas être un théoricien pur.

Enfin, il ne faut jamais laisser le déontologue seul dans sa fonction. Au sein du Crédit Agricole Indosuez Luxembourg, son action est structurée par la participation à divers comités» détaille Charles Hamer.

Mais si le déontologue a su se faire accepter, c'est parce qu'il n'apparaît pas comme un censeur

mais comme un aiguillon qui fait progresser tous les services en terme de qualité. Cela s'est notamment vérifié vis-à-vis de l'élaboration de nouveaux produits financiers.

«Le déontologue a vraiment trouvé sa place. On ne peut pas croire qu'ici, sur la Place, il y ait encore des gens qui ne prennent pas cela au sérieux» résume Charles Hamer.

«Mieux, la culture de la compliance a pénétré profondément au sein de la culture d'entreprise des banques et ce bien au-delà de la direction. Outre les services directement concernés par telle ou telle partie de la problématique, (le contrôle interne, le service clients, le service juridique...), les gens se sentent concernés au quotidien. Je ne reprocherais jamais à quelqu'un d'avoir consulté sur une question de déontologie.»

Preuve s'il en était besoin de l'importance prise par la fonction.

SOMMAIRE

Immobilier de bureaux.....	p.
Clearstream, Bofferdin.....	p.
Résultats: Dexia, Fortis, KBC.....	p.
Biotechnologies, TAO.....	p.
Spuerkeess (3).....	p.

BILLET



Marc Fassone

Dans l'histoire économique, l'OPA de Mittal sur Arcelor - quelque soit son issue - fera date. Il restera dans les mémoires comme le point d'origine d'un mouvement nationalisme économique, désaveu de près de 50 ans de construction européenne basée sur libéralisation économique et la libre circulation. Faut-il combattre les OPA? Si la Bourse se rejouit et compte ses plus values, les politiques publiques et aux engagements pris à Bruxelles. En France, la directive les OPA - qui n'avait suscité aucune réaction en première lecture - revêt, devant les députés, le caractère de la loi d'affaires. Le lieu d'affaires, le lieu de la libre circulation, ceux de droite comme de gauche, pour qui l'entreprise n'est pas seulement un cadre d'investissement pour actionnaires mais aussi une communauté humaine.

Le texte qui en sortira en tout cas loin de l'esprit de la directive, était de favoriser justement ces OPA. On l'a vu dans la transposition qu'en a fait le gouvernement luxembourgeois. Politiquement démunis face à la multiplication des interventions publiques visant à empêcher des mariages matrimoniaux d'entreprises, la Commission se pose la question de savoir s'il s'agit d'un phénomène durable ou, dans une économie totalement mondialisée, d'un char-

➤ Projets d'infrastructures de l'Etat

Avec le partenariat public/privé, le PPP

Hier, la Chambre française de commerce et d'industrie invitait le ministre des Travaux publics, Claude Wiseler.

telle une augmentation du chômage», assure-t-il. En matière de transports publics, le ministre Wiseler se dit partisan d'investissements substantiels futurs dans le secteur ferroviaire.

Quant aux travaux publics, «des choix s'imposent!» Et d'énumérer les secteurs sensibles:

d'investissement administratif, le fonds d'investissement scolaire et le fonds d'investissement, disposant d'un montant total de EUR 240 millions en 2006. A y ajouter le fonds des routes de EUR 189 millions en 2007.

Se posent alors des problèmes de financement dont on explore les voies et